

## — Editorial du Secrétaire Général —

Tous ces gouvernements tournés vers la croissance à tout prix ont montré largement leurs limites.

« Gouverner, c'est prévoir et ne rien prévoir, c'est courir à sa perte. » disait Emile de Girardin, homme politique en 1852. Bien anticiper, imaginer l'avenir, avoir des projets dans l'intérêt général, exercer du pouvoir, c'est de la Politique.

En cette période, l'ultralibéralisme en a pris un coup. D'un revers de manche, un microbe, nommé Coronavirus, a fait mousser toute l'Economie mondiale et l'a plongée dans la décroissance.

La prévention a été oubliée : aucune appréhension des conséquences de cette maladie, pas suffisamment de stock de masques, des approximations sur les chiffres des contaminés, des décédés et pas de concertations avec tous les représentants de notre société. La démocratie centralisée a prouvé que lorsqu'on prend en compte un seul avis, il en découle des décisions, ou incompréhensibles, ou inadaptées, ou contestables et évidemment, les trois à la fois. De fait, les « nous ne pourrons plus faire comme avant », « mon ennemi, c'est la finance » et « travailler plus, pour gagner plus » font partie des promesses qui nous ont rendus « joyeux » mais le réveil du lendemain est tout autre.

Des restructurations, des réorganisations, se profilent. Par contre, des relocalisations sur des produits de première nécessité qui nous garantiraient notre souveraineté, aucun plan n'est envisagé. Pourtant, comme au lendemain d'une période belligérante, l'industrie française doit se relancer voire se reconstruire. Certes, avec des pansements à coup de millions d'€uros, mais surtout avec de nouveaux paramètres commerciaux engageant plus nos grandes entreprises à respecter leurs sous-traitants en les faisant travailler de façon juste et équitable.

Sans parler de protectionnisme qui bride les échanges internationaux, produire en France, permet de diminuer l'empreinte carbone,

maintenir l'emploi et les compétences et garantir des normes de qualité.

S'il est un enseignement à tirer de cette expérience du confinement, c'est bien

que l'entreprise, sans ses travailleuses et travailleurs, ne représente rien. Même le télétravail qui est devenu la référence et dont on reviendra très vite, n'a pas soigné ou nourri les citoyens.

Sans le courage des femmes et des hommes pour maintenir ce qui nous permet de vivre, le compteur aurait été encore plus morbide. Le chapeau, c'est aussi la solidarité, l'antithèse du repli sur soi engendré par cet isolement sanitaire. Car notre système de santé repose en partie sur la Sécurité Sociale, le financement de l'activité partielle repose en partie sur l'assurance chômage et la dette engagée par l'Etat repose sur l'impôt direct et indirect. Donc, par notre travail, nous participons à double titre, en cotisant et en payant nos impôts. Est-ce que les actionnaires en ont fait autant ? Durant cette épidémie qui a vraiment pris des risques ? Ceux qui allaient travailler ou ceux qui ont prêté leur argent pour en gagner plus ? Qui va relancer l'Economie, notre consommation ou l'argent qui sera injecté pour faciliter la trésorerie des entreprises sans autres garanties de retour ? Quel est le pire danger, perdre la vie ou perdre de l'argent ? Là se pose la réalité de l'utilité des politiques qui gèrent notre existence.

L'humain est-il leur intérêt central ?

FORCE OUVRIERE dénonce depuis longtemps cette situation et avant de parler du « monde d'après », il va falloir gommer les scories des lois du « monde d'aujourd'hui ».

**Résistons, revendiquons, reconquérons !**

Mont de Marsan, le 26 mai 2020

**Pierre NARRAN**  
Secrétaire Général  
de l'Union Départementale des syndicats FO  
des Landes

